

Entretien avec le Professeur Wamba Dia Wamba

Le Professeur Wamba dia Wamba (WdW) est un personnage bien connu au CODESRIA, non seulement pour en avoir été Président de son Comité Exécutif de 1992 à 1995, mais aussi pour ses contributions scientifiques. Depuis quelques années, plusieurs membres de la communauté scientifique africaine s'interrogent sur les motivations qui ont poussé cet éminent chercheur à se lancer dans la politique et, pire dans la rébellion. Nous restituons, dans les lignes qui suivent, l'interview que le Professeur Wamba dia Wamba, très malade, nous a accordée à son domicile à Kinshasa en date du 08 septembre 2010. Cette interview a été conduite par Noël Obotela Rashidi et Bernard Mumpasi Lututala.

Dans cette interview, le Professeur Wamba dia Wamba définit, à travers les motivations qui l'ont conduit à se trouver dans la rébellion, le rôle de l'académique, du chercheur dans les sociétés africaines. Il estime qu'au-delà des analyses qu'il fait de la société, l'académique ou le chercheur a des obligations civiques. Il ne devrait pas se limiter à décrire, par exemple, la pauvreté tout en observant impuissant la misère des pauvres. Il doit au contraire s'engager dans la dynamique du mou-

Propos recueillis par
Noël Obotela Rashidi*
Bernard Mumpasi Lututala**

vement, du changement, de l'amélioration de la situation. C'est lui qui doit réfléchir sur la société et non pas le politique. Et c'est encore lui qui doit convaincre les décideurs politiques de la nécessité de l'Université et de la Recherche dans la gouvernance de nos Etats. Partant de son expérience vécue dans la rébellion, Wamba dia Wamba estime que ce n'est pas en faisant de la politique que le chercheur contribue à cette dynamique, mais en créant des structures susceptibles d'influer sur le politique, telles l'université, les think-thanks, etc.

La question qui demeure est celle de savoir si la lutte armée fait partie, pour lui, de ses « structures » ! A cette interrogation, le Professeur Wamba fait remarquer que ce n'est pas lui qui avait déclenché la rébellion ; qu'avec l'accord des gens comme Mualimu, il recherchait plutôt comment l'orienter vers les négociations. La rébellion était un fait qui était là et qu'il fallait gérer.

Question : *Professeur, la communauté scientifique africaine qui compte la plupart de vos amis et collègues se pose depuis longtemps des questions sur les raisons de votre participation active à la « rébellion » congolaise de 1998 à 2002. Pour le monde académique du continent, un intellectuel de votre niveau ne pouvait contribuer à une entreprise du genre. Etes-vous disposé à éclairer et dissiper ainsi leurs inquiétudes ?*

WdW : Je vous remercie beaucoup pour cette opportunité que vous m'offrez de renouer avec la communauté des chercheurs membres du CODESRIA et d'autres à travers cet échange. Il est vrai que j'avais pris une part active à la rébellion contre le pouvoir en place en RD Congo. Avant d'en parler, je dois vous faire part de ma réserve quant à l'attitude d'une organisation comme le CODESRIA. Je m'attendais à ce que le CODESRIA envoie des chercheurs sur le terrain pour mener des investigations sur cette implication et sur les motivations de cette rébellion. Cela allait nous aider. Mais cela n'a pas été fait et, franchement, j'avais ressenti cela comme une hostilité à mon égard. Pourtant, des scientifiques tels que Herbert Weiss et bien d'autres sont venus

faire des recherches sur le mouvement pendant que j'étais dans la rébellion, il a dormi chez-moi à Bunia.

« J'ai été immédiatement arrêté et conduit dans la Prison souterraine du Camp Tshatshi à Kinshasa où j'ai passé trois mois »

Revenons maintenant à la question relative à mon entrée dans la rébellion. Depuis l'école secondaire, j'ai toujours eu un sens d'organisation politique. En arrivant aux Etats-Unis pour mes études universitaires, j'ai milité dans des organisations du genre et adhéré à des groupes. En 1981, je suis rentré au Congo (alors Zaïre) pour faire des recherches sur les mouvements d'opposition des années 1963 à 1978. Après la fouille effectuée dans mes bagages au Beach Ngobila, les services de sécurité y ont trouvé un texte que j'avais rédigé sur « L'Authenticité du néo-colonialisme : Idéologie et luttes de classes au Congo-Kinshasa ». Pour eux, c'était un document dangereux, qui prouvait que je voulais créer un parti politique. Ce qui n'était pas compatible avec les normes du pouvoir monolithique de Mobutu. J'ai été immédiatement arrêté et conduit dans la Prison souterraine du Camp Tshatshi à Kinshasa où j'ai passé trois mois. C'est là que j'avais compris la violence du régime Mobutu. Les personnes arrêtées y étaient traitées comme des animaux. Les interrogatoires étaient des séances des tortures inimaginables.

De nombreuses pressions ont été exercées par l'extérieur du pays pour ma libération. Je noterais celles des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la Tanzanie. Un de mes professeurs Peter Francis Drucker, aux Etats-Unis était l'ami du Président Reagan à qui il téléphonait chaque semaine pour rappeler mon cas. Il y avait enfin la pression exercée par le Président Julius Nyerere sur Mobutu.

Libéré trois mois plus tard, je n'avais pas l'autorisation de quitter le pays et j'étais constamment surveillé. Face à ce harcèlement, un Noir Américain travaillant au Zaïre me donna la recette pour que l'état se desserre autour de moi. En dépit de cela, je ne pouvais toujours pas sortir du pays. Profitant de la visite de Mobutu à Arusha, le Président Nyerere lui demanda pourquoi il me retenait en résidence surveillée pendant que les copies d'examen attendaient la correction. A son retour, il réalisa la promesse faite à Mzee Nyerere de me laisser partir.

Le jour du départ, j'ai connu les dernières entraves à l'Aéroport International de N'Djili. Mes papiers étaient saisis par les services de sécurité qui semblaient méconnaître l'autorisation de sortie qui me fut délivrée. Plusieurs interventions n'ont pu résoudre le problème. Un Major de l'Armée arrivé sur les lieux arracha les papiers, prit mes bagages et me conduisit jusque dans l'avion en me recommandant de rester à Dar-es-Salaam sans revenir au Zaïre. Je regrette aujourd'hui de n'avoir pas pris l'identité de ce major.

De 1982 à 1991, je ne pouvais pas revenir au pays. En 1991, je me suis rendu à Brazzaville. Mme Sophie Lihau Kanza (Paix à son âme !) me fit parvenir une invitation pour la rejoindre à Kinshasa en me rassurant sur ma sécurité. Son but était de me confier le poste de Secrétaire Général du Parti qu'elle venait de créer. J'avais décliné cette offre pour non-conformité de procédure.

Je suis rentré au Zaïre en juillet 1992 et y suis resté jusqu'en décembre 1992 en qualité d'invité du monde scientifique à la Conférence nationale souveraine (CNS). J'avais largement contribué, avec d'autres collègues professeurs à la cohérence, à la rédaction des textes fondamentaux et j'avais préparé trois documents importants dont ceux relatifs à la réconciliation nationale, aux sécessions et à la réhabilitation de Pierre Mulele. La CNS avait échoué. Après ce forum, j'étais reparti.

... je ressentis, pour la première fois, l'irresponsabilité des académiques que nous sommes.

En 1994, il y a eu le génocide rwandais et les choses commencèrent à bouger dans la région des Grands-Lacs. Mais je ressentis, pour la première fois, l'irresponsabilité des académiques que nous sommes. Certes, nous nous sommes agités à l'Université de Dar-Es-Salam (UDSM) de produire une déclaration sur le génocide au Rwanda. Mais cette déclaration avait été rendue publique non pas au nom d'une structure de l'UDSM, comme UDASA parce que le Premier Ministre Tanzanien de l'époque était peu enclin à soutenir une telle déclaration, selon les collègues.

En 1996, je me trouvais au Danemark quand a commencé la rébellion de Laurent Désiré Kabila. Ce dernier n'avait pas de bons rapports avec le Président Julius Nyerere, du fait d'avoir pris en otage deux

étudiants américains et d'exiger une rançon pour leur libération. Il ne le trouvait pas sérieux.

Le 16 novembre 1996, l'ex premier Premier Ministre tanzanien Rashidi Kawawa, le beau-père de Kazadi, un collaborateur de Kabila, avait amené ce dernier à Butiama auprès du Président Nyerere. Il fallait le soutien de celui-ci. Là, Kabila a expliqué au Président Nyerere que le but de sa lutte consistait à chasser Mobutu du pouvoir. Il avait donné l'impression d'être sincère, et Nyerere a été impressionné par ses propos, car toute la région était fatiguée par les agissements du Président Mobutu.

Des amis, sur demande de Nyerere, m'avaient demandé d'écrire un papier sur comment vite arriver à un accord de paix pour qu'il n'y ait pas de bain de sang à Kinshasa. Je leur avais suggéré de dire à Mualimu d'inviter, sous couvert du Cardinal Tanzanien, Mgr. Monsengwo, pour mieux s'imprégner de la situation, mais Kabila avait insisté auprès de Mualimu qui lui demanda son opinion de ne pas le faire ; parce qu'il était aussi un mobutiste, disait-il. Peut-être que le cours des événements aurait changé si cette personnalité était venue discuter avec lui. Et en décembre 1996, j'ai regagné Dar-es-Salaam. J'y voyais souvent Mualimu.

« Il m'avait prié d'être candidat. Après avoir désisté, je fus élu à l'unanimité des membres présents »

Fin juin 1998 Jacques Depelchin, alors Directeur de Cabinet de Deogratias Bugera, membre du Directoire de l'AFDL, est venu à DSM ; je l'ai introduit auprès du Président Nyerere. Il lui fit une description de la véritable situation sur le terrain. A l'issue de ce briefing, il ressortit la nécessité pour nous deux d'aller à Kigali où se réunissaient des opposants. Nous étions partis et j'avais pour mission de passer par Kampala voir le Président Museveni pour obtenir que l'implication régionale soit nécessaire afin d'éviter les erreurs de la première rébellion. J'avais demandé à Jacques Depelchin de me précéder à Kigali pendant que je restais à Kampala attendre la rencontre avec le Président Museveni, en tournée dans le Nord de l'Ouganda. J'avais discuté avec son ministre de la sécurité. Entretemps, les choses se sont précipitées. Et j'ai vite rejoint Kigali, d'où je fus amené à Kabuga où se réunissaient les opposants congolais. Dès la première réunion, je fus élu modérateur. Un protocole d'accord

avait été élaboré. Et il fallait sur cette base élire le bureau du RCD. Il m'avait prié d'être candidat. Après avoir désisté, je fus élu à l'unanimité des membres présents. Auparavant, paraît-il, le Vice-Président Kagame avait réuni son staff de sécurité en présence de deux Congolais, Kamanji Emmanuel et Bizima Karaha. Au cours de cette rencontre, il aurait dit que j'étais son candidat à cause de mon appartenance à l'Ouest du Congo, de ma renommée académique, de mon mariage avec une Américaine et de l'appui de l'ex-Président Nyerere.

Les premiers pas du Mouvement ont été marqués par plusieurs tractations. Il fallait se rendre à Lusaka, en passant par l'aéroport de DSM où l'on devait rencontrer Mualimu, parce que la Zambie qui avait la vice-présidence de la commission défense et sécurité à la SADC était opposée à l'intervention militaire pendant que le Zimbabwe qui en avait la présidence y était engagé. C'était aussi pour discuter avec le Secrétaire de SADC. De Lusaka, on s'est rendu à Pretoria où j'ai rencontré le Président Nelson Mandela pour un tête-à-tête d'une heure. La recommandation de Nyerere consistait à mettre rapidement fin à la guerre.

En décembre 1998, lors de la réunion de l'OUA tenue à Ouagadougou, j'avais rencontré plusieurs Chefs d'Etat. Je me suis rendu ensuite à Tripoli où j'avais eu deux entretiens fructueux avec Khadafi et sollicité son intervention en vue de faire venir Kabila. Celui-ci est arrivé le lendemain à Tripoli en compagnie de Yerodia. Kabila refusa de rencontrer les rebelles à l'étranger, mais demanda à Yerodia de me rencontrer. A mon tour, j'ai refusé cette formule. Finalement, Bizima et Yerodia auront une entrevue qui va mal tourner. Bizima adopte un air hautain et s'exprime en Anglais. Les deux semaines passées à Tripoli vont se révéler infructueuses.

Le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) connaîtra des remous en son sein. J'avais fait un discours de fin de l'année qui n'avait pas plu à ceux que je qualifiais des ruineurs du pays et a causé un malaise. Pour régler ce climat de malaise, nous étions demandés de nous rendre à Kampala pour trouver un compromis. A la lecture du texte du discours traduit en Anglais, le Président Museveni y trouva des éléments intéressants. Il décida de nous envoyer d'abord à Kigali. Avant d'y aller, il

s'adressa aux meneurs en ces termes : « Pensez-vous que la région qui a fait partir Mobutu va encore tolérer un autre mobutiste à Kinshasa ? »

Sous la direction du Président Bizimungu, la réunion de Kigali dura, de 14h30 à 7h00 du matin ! Kagame y avait participé jusqu'à minuit. J'étais alors reconfirmé dans mes fonctions de Président.

... après avoir appris que certains membres s'étaient achetés des villas à Kampala et ouvert des comptes aux Etats-Unis, je décidais de demander aux membres du Mouvement de déclarer leurs biens

De retour à Goma, à la réunion des membres s'était dégagée l'idée d'une possibilité de transférer le Quartier Général chaque fois qu'on avançait dans le pays, et l'on pensait à Kisangani. Etant donné que Jean-Pierre Bemba voulait s'y installer, j'étais envoyé à Kisangani le rencontrer pour négocier un accord du respect de zones d'occupation. De Kisangani, j'avais pris certaines décisions qui ont déplié et envenimé la tension à Goma. En effet, après avoir appris que certains membres s'étaient achetés des villas à Kampala et ouvert des comptes aux Etats-Unis, je décidais de demander aux membres du Mouvement de déclarer leurs biens. Pour voir clair dans les comptes, comme le responsable des finances s'était installé à Kigali et prenait des décisions à notre insu, j'avais diligencé un audit financier international et en avais informé Kampala et Kigali. J'avais décidé la rétention à Kisangani de son pourcentage de revenu au lieu d'envoyer le tout à Goma et d'attendre que celle-ci lui renvoie cela. J'avais décidé le transfert du QG à Kisangani tenant compte du sentiment exprimé à la dernière réunion des membres que j'avais présidée et qui m'avait réélu à l'unanimité. Et J'avais nommé un Secrétaire général ad intérim du Mouvement.

Un autre point de discorde se situait autour de ma garde de corps rapprochée. Je voulais qu'elle soit composée uniquement de Congolais. Bizima s'y est opposé : il fallait consulter préalablement Kabarebe. Trois options furent proposées, à savoir une garde composée uniquement des Congolais ; ou des Congolais et Rwandais ; ou encore des Congolais, Rwandais et Ougandais. En me prononçant pour la première formule, cela n'a pas plu à Bizima qui recommanda que je demande à James Kabarebe pour

m'aider. Parti pour Kisangani et sur proposition de Kampala, je devais avoir une garde composée à trois tendances (Congolais, Rwandais, Ougandais, sous la direction de ceux-ci). La garde venue avec moi, composée de Tutsi, avait refusé d'être sous la direction des autres. Elle avait déserté, soi-disant sur proposition du Commandant Buki. Suite à son départ interprété comme si je l'aurais renvoyée, j'ai été taxé d'anti-Tutsi. Je fus fortement critiqué par Nyarugabo. Je devais aller expliquer la situation à Kigali sur recommandation de Museveni.

Après avoir été reçu successivement par le Directeur de Cabinet de Kagame, par Mazimpaka, Wilson, Patrick (le responsable de la sécurité) et le responsable de la sécurité militaire, je fus amené auprès de Kagame. J'étais resté constant et sincère en insistant sur le fait que critiquer un Tutsi ne signifie pas critiquer la communauté Tutsi.

Question : *En fin de compte, quelle était votre mission au sein du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) ?*

WdW : Je me suis retrouvé au RCD avec une mission régionale de vite arriver à un accord de paix. Cette mission était soutenue par Nyerere, Mandela, Chiluba, Mkapa, et Chissano. Malheureusement, de l'intérieur du Mouvement, l'affaire s'est agitée suite aux insuffisances d'analyse de la Direction Politique. La politique n'y était pas conçue comme une affaire bien pensée et réfléchie. On voulait vite arriver à Kinshasa et le reste suivrait. J'étais pour la victoire politique plutôt que militaire à tout prix.

Par ailleurs, il y avait le problème avec les Rwandais qui entendaient réellement contrôler le mouvement et ne semblaient pas soutenir des positions indépendantes et plus tard avec certains officiers ougandais, trop intéressés à soutenir non pas le mouvement comme tel, mais des Congolais sélectionnés ; et ils semblaient soutenir l'idée que les Congolais des frontières (les gens de l'Est, disait par exemple Mbusa) connaissaient mieux les problèmes que ceux venus de loin et ils devaient diriger. Il y'en avait qui étaient s'intéressés aux ressources. Les Congolais qui pouvaient leur filer quelque chose leur étaient plus soutenables. Mon groupe était opposé à cela.

Dans le souci de former une armée nationale, je tenais à préparer nos soldats au Collège Lumumba à Kisangani. A mon

insu et sur autorisation de Kazini, les Rwandais sont entrés au collège pour soi-disant y trouver des « génocidaires ». C'était pour m'incriminer d'être en connivence avec les Hutus génocidaires et avoir une raison pour me tuer. Ils ne pouvaient pas le prouver. A Bunia, je voulais ramener tous les anciens soldats des Forces armées zaïroises disséminés dans la forêt d'Ituri et ceux qui se trouvaient dans les carrières d'or pour qu'ils réintègrent l'armée en formation. Les Ougandais ne voulaient pas sentir cette catégorie de militaires considérés mal formés.

A Kisangani, les rapports avec Goma étaient devenus conflictuels. La guerre des Six jours en 1999 avait débuté par l'antagonisme entre le RCD/Goma (Rwandais) et le RCD/Kisangani (Ougandais). Il faut reconnaître que l'Afrique du Sud avait joué un rôle peu clair dans ce dossier, surtout par son Ministre des affaires étrangères, Mme Zuma, concernant, par exemple, le rapport d'enquête par Silwamba. LeRCD/Kisangani avait plus l'adhésion de la population.

Question : *Quelle perception le scientifique que vous êtes a tiré de cette situation ?*

WdW : J'ai la conviction que l'académique a des obligations civiques. Dans une situation pareille, quand il voit qu'il a la possibilité d'aider à mettre fin à la guerre, il doit s'engager. J'avais pensé, de façon naïve peut-être, qu'une région à tradition révolutionnaire était capable d'avoir sur le terrain des gens calibrés. Rien de cela ne s'est produit. Je pensais encore qu'il y'aurait des gens qui réfléchissaient au-delà de la guerre. Du point de vue culturel, il y avait une absence des structures capables de permettre aux gens de s'organiser pour que la société confronte à temps la crise. J'avais beaucoup réfléchi sur les traditions culturelles comme la palabre. Les « comités justice et paix », mis en place pour en finir avec la guerre dite ethnique, devaient fonctionner un peu comme cela.

Question : *N'estimez-vous pas avoir adhéré à la rébellion avec des idées*

dépassées de 1960 ? Ces idées n'ont-elles pas échoué car étant inadaptées aujourd'hui ?

WdW : Tout en ne se plaçant pas sur un même registre, la plupart se sont engagés sans un projet précis. En vérité, on ne va pas à une rébellion avec des idées dépassées. Lesquelles par exemple ? Le Mulelisme avait échoué parce qu'il lui manquait non pas l'idée de parti d'avant-garde, comme il disait, mais l'absence de noyau militaire capable de confronter la soldatesque mobutiste. Il manquait aux gens un bilan des expériences des rébellions de 1960. Je donnerai ici l'exemple de Kabila qui est resté longtemps dans la rébellion, mais ne pouvait pas formuler une vision cohérente. La sécurité Tanzanienne m'avait mis ensemble avec lui avec l'idée de formuler quelque chose comme une vision. Nous avons passé ensemble 4 heures, rien n'en était sorti. Chaque fois, il me répondait : « vous me prenez à pied levé ». Peut-être ne voulait-il pas le faire à ce moment. Nyerere est venu au Congo, j'avais organisé la visite avec les gens de l'AFDL dont Bugera. De retour, en avion, Mualimu avait estimé que ce qu'ils avaient pensé en le soutenant n'était pas vérifié. « Personne n'est né homme d'Etat. Avec l'appui de la région, nous pouvons l'aider à le devenir ». C'était la base du soutien. Je considère que notre projet de (1) amener Kinshasa à la table de négociations, et 2) arriver à organiser un dialogue inter-congolais pour résoudre politiquement la crise, avait réussi.

Question : *Comment voyez-vous la société congolaise d'aujourd'hui ?*

WdW : La société congolaise doit évoluer. A cause de ses potentialités, elle doit se hisser au top. Ce sont les scientifiques qui ont la charge d'y réfléchir. L'œil du Congo sur le monde, c'est l'intellectuel. C'est à travers le *think-tank*, par exemple, que l'on peut organiser une action concertée des intellectuels pour pouvoir exercer une influence bénéfique sur la direction du pays. L'académique chez nous ne parvient pas à aider à changer le monde parce qu'il ne parvient pas à convaincre le politique de la nécessité de l'Université, par exemple, c'est-à-dire de

la nécessité de son travail intellectuel. Sans un vrai programme de recherche financièrement alimenté, que vaut une université ? Dans un sens aussi, une société qui est incapable d'entretenir une sagesse accumulée parce que les vieux meurent tôt ou sont clochardisés et n'écrivent pas. Une telle société n'ira pas loin. Aujourd'hui, c'est la sagesse plus que l'intelligence qui nous aidera de résoudre les problèmes à caractère mondial.

Question : *Si tel est le cas, comment persuader le politique de l'importance de la recherche ?*

Réponse : Ce n'est pas en faisant de la vieille politique, mais en créant des structures susceptibles d'influer sur le politique. Cependant, sans écho à l'intérieur du système, rien ne peut marcher. Le savant se mesure avec le savant et le politique se mesure avec le politique (nganga na nganga ; mfumu na mfumu). Pourtant, il faut que l'agenda académique ait une autonomie vis-à-vis de celui du politique, sans qu'on se retrouve dans une situation où on fait la recherche dans un bateau qui chavire. La question reste : comment mettre politiquement la science au pouvoir dans la société ? Un double encadrement scientifique du peuple et celui du politique. Le scientifique a l'obligation de porter la Nation, la société. Pour ce faire, il doit être dans la dynamique du changement. Rendre la vision nationale plus contextuelle. Il est appelé à répondre aux préoccupations de la société et à y apporter les réponses appropriées. Les considérations scientifiques ne sont pas impliquées dans la structure et l'organisation du travail, surtout politique, dans notre pays. Et pourtant, il faut que le processus soit influencé par le scientifique. D'où la nécessité de la mise en place des *think-tank*, entre autres structures qui permettent le débat éclairé. Le pays n'est pas encore sorti du cœur des ténèbres, hélas !

Notes

* Membre du comité exécutif du CODESRIA

** Secrétaire exécutif adjoint du CODESRIA